

Afrique, Que fais-tu encore? La Révolution!

Le débat n'est plus de savoir si l'on est pour ou contre Alassane Dramane Ouattara (ADO) ou Laurent Koudou Gbagbo (LKG). Des semaines plus tard, et après toutes les péripéties connues ainsi que les arguments de tous et de chacun, il y a lieu de se préparer à accepter ce qui se dégagerait des assises de l'Union Africaine (UA) à Addis. Entre les chefs d'État africains, la dissension est à son niveau le plus élevé, certes. Mais la règle de la proximité institutionnelle devrait prévaloir. Cette convenance diplomatique coutumière jointe à la lassitude que génère le cas ivoirien sont loin de favoriser le camp Gbagbo. Partout, le changement est aux portes! En route pour Addis, Ban Ki-moon n'hésite pas à déclarer que: « Les enjeux liés à la Côte d'Ivoire sont majeurs. Il en va des principes fondateurs de la démocratie. Mais aussi du respect de la volonté sincère des Ivoiriens. »

1

La division est persistante en Afrique et au-delà. La Côte d'Ivoire divise et continue à diviser le monde entier. Ce clivage est d'ailleurs parmi les fonctionnaires de l'UA elle-même, entre les Africains eux-mêmes autant que chez les Amis de l'Afrique, des intellectuels aux plus intéressés des citoyens de ce monde ouvert.

Comme citoyens du chez-nous et d'ailleurs, comme citoyennes du monde, tout ce qui concerne la Côte d'Ivoire, la Tunisie, les États-Unis et même la lointaine Australie ne nous est plus indifférent. Autant nous sommes Ivoiriens, Berlinois, tous et toutes, autant nous demeurons Centrafricains, Égyptiens, Yéménites et autres Gabonais –le ridicule de l'auto-proclamation d'André Mba Obama en moins toutefois. Il demeure que la lecture des faits reste quelque peu embrouillée... pas pour longtemps. Les faits sont têtus; ils le sont particulièrement en Tunisie et en Côte d'Ivoire.

En Tunisie, le grand retard enregistré dans la communication des noms des personnalités retenues dans le gouvernement remanié prouve à suffisance que la rue a raison contre l'élite gouvernante, toujours empêtrée dans le décodage du message de cette Révolution Yasmina. La rue tunisienne a d'autant plus raison qu'elle ne pouvait rien attendre de cette élite qui se découvre seule capable de gérer le présent tournant politique, au nom d'une prétendue stabilité. Hier encore, cette élite jouissait des privilèges du système et était loin de les remettre en cause. Elle doit laisser la place à d'autres.

Les faits sont têtus en Tunisie que les citoyens ont le devoir d'exiger du vrai changement en refusant leur confiance aux mêmes personnes. Pas de confusion toutefois! Rien ne dit que le vieux est incapable du neuf. Loin de là! L'on peut bien réaliser du neuf avec du vieux et cela s'est fait trop souvent en politique pour que l'équivoque soit clairement levée. Ici, là en Tunisie, le vieux n'avait nullement pris le train et n'a su donner, dans un délai raisonnable et au regard de l'urgence du moment, les garanties nécessaires pour assurer le changement requis par les citoyens; un changement historique qui fait d'ailleurs école partout. Un changement éthique!

Abidjan quant à elle s'est transportée à Addis; une autre étape. Avoir l'Afrique du Sud à ses côtés n'est pas rien comme soutien; l'ami Gbagbo ne pouvait donc espérer meilleur appui. Mais ici, les faits se présentent à un niveau diplomatique où la coutume devrait prévaloir, au-delà des divergences et des opinions.

Sauf surprise, la règle de la proximité devra clairement jouer. Tout argument exposé et tout rapport fait, on voit mal comment l'UA pourrait se substituer à la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et encore moins à l'Union Économique et Monétaire d'Afrique de l'Ouest (UEMOA). D'ultimes négociations sont loin d'être exclues; des délais nouveaux peuvent encore être nécessaires pour des tentatives tout aussi ultimes. De nouvelles portes de sortie peuvent même s'ouvrir. Elles s'ouvriront davantage sur les perspectives retenues par les États ayant cause directe de voisinage avec la Côte d'Ivoire que vers les arguments de ceux de l'Afrique australe conduits par l'Afrique du Sud, l'Azanie du Nelson Mandela amoureux du juste. Au plan diplomatique, cette règle de proximité joue beaucoup en faveur des États ouest-africains de la CEDEAO et de l'UEMOA qui ont déjà sonné le glas du départ de notre ami LKG au profit de notre autre ami ADO.

Au fond, au-delà de la diplomatie, Gbagbo n'a pas su jouer de l'amitié, mais plutôt de la désinvolture, de l'entêtement et des coups fourrés politiques qui font que pratiquement personne dans son entourage naturel des États voisins ne peut plus le cautionner durablement. Nul doute que LKG a accumulé des victoires, mais ce ne sont là que des victoires éphémères, et pour cause. Gbagbo n'a pas su transformer la main tendue de Barack Obama, le chef de la première puissance mondiale et l'homme politique le plus influent de l'heure, qui plus est Africain. Aux premières heures de cette crise de dimension mondiale, l'offre d'accueillir Gbagbo lui a été faite par le président américain lui-même.

Certes, ce n'était pas le plan de match de LKG. Mais il avait les moyens de répondre à l'appel, diplomatiquement, et le transformer en possibilité de négociation, en porte ouverte sur ses propres agendas et plans. C'est probablement la faiblesse de LKG d'avoir snobé Barack Obama et de toujours croire qu'il aura toujours raison parce que trop de chefs d'État africains sont mal élus. L'appel à la raison d'un Africain qui a l'Afrique en lui et dans sa chair, et refuse d'offrir ce continent en ridicule aux yeux du monde, un tel appel de Barack Obama ne se refuse pas.

Jusqu'où s'arrêtera Gbagbo?

Gbagbo comme plusieurs chefs d'État africains francophones misent trop sur la France et oublient que le jeu décisif africain se joue désormais à la Maison Blanche et pour quelques années encore avec Barack Obama. Avoir concédé des intérêts ivoiriens à la France avant les élections, avoir reçu le Secrétaire général de l'Élysée pour confirmer « *certaines choses et certains détails* », conserver en réserve la possibilité de se rétracter et dire que l'on lutte contre le néocolonialisme et la Françafrique sont des leurre. En d'autres temps, la France aurait effectivement tourné casaque il y a longtemps, en faisant pression sur ADO et lui demander de rentrer dans un gouvernement d'Union nationale avec LKG. C'est la règle avec la politique africaine de la France, qu'elle soit d'un gouvernement de gauche ou de droite. Cette règle prévaut et sera en œuvre probablement en Centrafrique et ailleurs bientôt.

Seulement, lorsque l'environnement international a changé de manière aussi drastique, lorsque quelques mois auparavant Washington et non Paris –bien avant que Paris n'accourt à Rabat pour participer aux discussions, Washington décide que Dadis Camara ne retournera plus à Conakry et que le ridicule *Dadis-Show* s'arrêterait bel et bien, les conseillers de Gbagbo auraient du l'aviser ou l'intéressé lui-même aurait été mieux avisé en décodant la situation avec de nouvelles lunettes. Aussi longtemps qu'il se trouverait un Africain à la Maison Blanche, c'est de l'évidence même que les seules précautions classiques parisiennes face à de grosses

exagérations et de flagrant abus ne devraient plus suffire. Qui aurait pensé possible, il y a quelques mois, la partition du Soudan au nom de l'éthique politique et de la démocratie? Avec Obama, la chose est devenue possible et acceptable même en Afrique où l'intangibilité des frontières issues de la colonisation est pourtant sacrée.

Par ailleurs, l'existence de chefs d'État mal élus n'autorise pas la survivance de tous les cas de mauvaise élection. « *Le monde n'est pas juste et ne le sera probablement jamais* » disait bien John F. Kennedy. Chaque cas politique est mis en son contexte et, l'acceptation de l'ONU dans le processus électoral ivoirien –une acceptation née de l'absence de confiance entre les protagonistes ainsi que l'existence des forces militaires non-républicaines autant chez les uns que chez les autres, a miné la stratégie d'invocation de la souveraineté nationale ivoirienne pour refuser la certification par un tiers non-belligère, et surtout un tiers connu comme garant de la paix mondiale... Nul ne peut s'attaquer impunément à l'ONU.

À l'analyse, le meilleur ennemi de Gbagbo est Gbagbo lui-même et son option sans issue : *On Gagne ou On Gagne!* Personne ne voyait la fermeture de cette stratégie auparavant; elle se révèle sans avenir aujourd'hui, même avec les prolongations d'Addis et surtout la maladroite décision de réquisitionner les avoirs et les réserves des Agences nationales de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Finalement, trop c'est comme pas assez : « *Jusqu'où s'arrêtera Gbagbo?* » doivent se demander tous les autres collègues de LKG. Pour cette autre insécurité –surtout qu'une alternative crédible et émotionnellement stable existe en la personne d'ADO, les chances de survie politique de Gbagbo sont d'autant moindres. Ce sont les chefs d'État qui se joignent à la Révolution en cours actuellement en Afrique. Manifestement, ils sont nombreux dans les voisinages à être fatigués de leur collègue Gbagbo.

Il arrive que l'on ait raison seul contre tous. Mais généralement, en pareille occasion, on le fait savoir suffisamment sans se transformer en un genre d'État surexcité, dévalisant même les banques centrales, un État dénonciateur de l'ONU et détruisant ses biens. Un État sans-limite, l'État Gbagbo? Étonnant! Ce faisant, nous sommes vraiment loin de la lutte populaire contre le néocolonialisme et la Françafrique pour nous rapprocher davantage de la falsification politique et des expéditions du Far-West qui sont plutôt dignes d'une autre époque. Tous ces faits jouent contre Gbagbo et finiront par avoir raison de lui. Lui professeur d'histoire qui veut rentrer dans l'histoire et y rester, alors qu'il sait parfaitement que le meilleur moyen de faire l'histoire est de savoir en sortir honorablement.

Tous les arguments juridiques et ceux liés à la fierté nationale sont bel et bien épuisés. C'est l'image et la perception diplomatiques ainsi que le surprenant vandalisme d'État qui subsistent désormais; ils ne semblent pas favoriser LKG qui pourtant a un atout, une carte maîtresse en main... l'avenir de la Côte d'Ivoire. Une carte qu'ADO ni Bédié n'ont jamais possédée; une carte que seul lui, LKG, peut jouer pour gagner ou pour perdre. Avec si peu de reconnaissance internationale, le pouvoir LKG est aussi peu viable; c'est une évidence. Gbagbo n'a de choix que de jouer et de gagner. Gagner, c'est trouver une prochaine grande raison de sortir; il en existe une et une seule de noble : la Côte d'Ivoire!